



Contribution du Professeur Martial Foucault, IRSEM

**« La reconfiguration géopolitique et stratégique de l'ordre mondial et ses conséquences
en matière de défense »**

Séance du 10 octobre 2025

« La reconfiguration géopolitique et stratégique proprement dite »

Madame la Présidente,

Monsieur le Secrétaire perpétuel,

Mesdames et Messieurs,

En vos grades et qualités, selon la formule, je suis très heureux d'être devant vous aujourd'hui pour aborder ce premier rendez-vous que vous avez fixé comme thème de travail pour l'année. Peut-être puis-je démarrer en vous disant quelques mots sur l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire, l'IRSEM. Souvent l'acronyme me vaut de répondre à des sollicitations sur des questions de santé publique. Ce n'est pas l'INSERM, mais bien l'IRSEM.

Mais peut-être effectivement pour démarrer, vous dire quelques mots sur l'Institut de recherche d'études stratégiques de l'école militaire, l'IRSEM, souvent acronyme qui me vaut de répondre à des sollicitations sur des questions de santé publique. Donc, ce n'est pas l'INSERM, mais bien l'IRSEM.

L'IRSEM, très rapidement, c'est un institut créé en 2009, une décision à l'époque du ministre de la Défense souhaitant que la France puisse disposer d'un outil de réflexion qui ne soit pas nécessairement dans le champ académique, parce que les volontés étaient très timides à l'époque. Les choses ont un petit peu évolué dans le bon sens. Un outil de réflexion pour essayer qu'il y ait une école de pensée des questions stratégiques en France et de faire en sorte que lors d'un certain nombre de rencontres formelles ou informelles avec des partenaires européens, en particulier à l'époque britannique, il puisse y avoir une école de pensée des sujets stratégiques.

Et depuis 2009, l'IRSEM a pris son envol. Aujourd'hui, c'est une petite équipe de petite trentaine de chercheurs permanents qui sont recrutés en fonction de leur spécialité. Je pourrais dire en résumé que nous avons trois champs de spécialisation, à la fois une connaissance pays ou régions, Afrique, Asie, Russie et Amérique du Nord. Une deuxième spécialisation liée aux sujets transverses et notamment les questions de doctrine, de normes et de puissance. Et enfin, une troisième spécialisation qui, aujourd'hui, a pris beaucoup d'importance dans les activités de l'IRSEM, liée aux guerres informationnelles, liée aux sujets des ingérences étrangères. Pour terminer, pour ne pas être trop long sur l'IRSEM, je dirais que notre objectif ou le contrat moral passé avec le ministère des Armées est celui de contribuer à la relève stratégique. Donc nous avons la volonté d'accueillir à la fois de jeunes docteurs dans toutes les disciplines, sciences sociales, mais pas simplement. Je pense que sur un certain nombre de sujets, on doit

nécessairement, aujourd'hui, regarder ce que des sciences plus appliquées, sciences de l'ingénierie, sciences environnementales, sciences de l'information, peuvent contribuer à nous aider à mieux saisir le concept de guerre hybride.

Un deuxième objectif important est ne pas laisser, à tout le moins en Europe, certains de nos partenaires dominer dans les réflexions stratégiques. Je crois qu'il y a, ça fait partie de notre rôle dans le champ académique, d'apporter des éléments de réflexion qui vont certes nourrir aujourd'hui les autorités militaires, mais qui doivent aussi imposer la voix française dans un certain nombre de rencontres informelles. Vous connaissez tous les moments importants dans l'année, à la fois géopolitique et stratégique. Les rencontres, on en a beaucoup parlé parce que l'actualité ces derniers mois a mis en évidence que la Conférence de Munich est une conférence où il peut se passer des choses intéressantes. Il y a quelques jours se tenait le Forum de Défense à Varsovie. Et puis Paris, depuis maintenant 2023, a décidé également d'avoir ce moment privilégié sur lequel la voix française pouvait être portée à travers le Forum de Sécurité et de Défense de Paris, qui se tiendra pour sa troisième édition en mars prochain. Voilà en quelques mots, mais je serais heureux de pouvoir poursuivre avec vous les échanges sur cet Institut.

Pour aborder cette première partie sur les reconfigurations, sur votre thématique des reconfigurations de l'ordre mondial, je vais me consacrer plus précisément à la question des transformations géopolitiques et stratégiques, puisque mon collègue David Cadier reviendra davantage sur la dimension de politique étrangère et le général Mabin davantage sur les questions stratégiques et capacitaires.

Je vous remercie tout d'abord de m'accueillir dans ce lieu que je découvre, malgré le fait que, comme cela a été rappelé que pendant trois années, j'ai à la fois créé et dirigé la chaire Outre-mer à Sciences Po à l'époque d'un ministre des Outre-mer devenu premier ministre démissionnaire aujourd'hui. Nous avons effectivement eu cette ambition de beaucoup travailler la question de la géopolitique des Outre-mer. Je ne dirais pas que le chemin est naturel, me conduisant à la direction de l'IRSEM, mais je suis très heureux et je vous en remercie très sincèrement de me permettre de m'exprimer devant vous aujourd'hui.

Aujourd'hui, le 10 octobre 2025, c'est une date intéressante pour introduire mon propos parce qu'il y a plus d'un siècle, précisément en 1911, une rébellion militaire mettait fin à la dynastie Manchou, vieille de 250 ans et instituait la République chinoise. Le premier président de cette République chinoise, le démocrate et socialiste Sun Yat-sen, est aujourd'hui encore, et en 2025, célébré à la fois fête nationale en République populaire de Chine, mais aussi à Taïwan. Je considère que ces deux gouvernements, bien qu'antagonistes, continuent de se réclamer du père de la République chinoise, ce social-démocrate. On pourra revenir sur le qualificatif. Pour moi, l'évocation de cette date anniversaire introduit dans mon propos la place occupée, la montée en puissance, et je crois que vous l'avez déjà abordé dans l'ouvrage que vous avez indiqué à l'instant, Général Lang, la puissance, la montée en puissance de la Chine qui est devenue un acteur incontournable à la fois des transformations géopolitiques et géostratégiques en ce début de XXI^e siècle. Je pense que ce n'est pas une banalité que de rappeler la place centrale occupée par la Chine aujourd'hui dans les transformations qui se déploient sous nos yeux.

Si je devais résumer de manière très et trop rapide, le contexte géostratégique au cours de ces 40 dernières années, c'est un contexte à la fois qui évolue très vite et qui nous devient très défavorable. Entre 1989 et 1991, de mon point de vue, quatre événements ont transformé en profondeur le système international.

Premier événement, juin 1989, répression de Tian An Men, le parti communiste chinois affirme que l'économie de marché ne passe pas par la démocratie, c'est ce qu'on appelait l'esprit de Pékin.

Deuxième événement, novembre 1989, même année, chute du Mur de Berlin, convergence entre l'économie de marché et la démocratie libérale ou une démocratie pluraliste, c'est ce qu'on appelait l'esprit de Berlin. Ce qui a amené des auteurs très célèbres, je pense à Francis Fukuyama, à parler de la fin de l'histoire. Je repartirai de cet ouvrage qui a fait grand bruit pour peut-être rajouter en introduction de ce titre, la fin de la fin de l'histoire, période dans laquelle nous nous entrons.

Troisième événement, 1991, la Guerre du Golfe. Pourquoi c'est un événement crucial de mon point de vue ? Nous avons assisté à la création d'une coalition internationale dans laquelle l'URSS avait apporté son soutien et la Chine s'était abstenue.

Quatrième ou dernier événement, la chute de l'URSS, décembre 1991 et déclaration de l'indépendance de l'Ukraine.

Ces quatre événements sont de mon point de vue très structurants, à la fois de la vitesse de transformation des relations internationales et de l'émergence et de la place centrale occupée par la Chine. Dernier détour par l'histoire, très rapidement.

Le XXI^e siècle est marqué par certains observateurs comme un changement d'époque majeur avec une prééminence géopolitique et économique de nouvelles régions dans le monde. Historiquement, au moins depuis l'Antiquité et le Moyen-âge, la mer Méditerranée constituait en quelque sorte l'épicentre mondial du commerce maritime. Ces eaux étaient disputées et d'une certaine manière façonnées par des civilisations influentes. On peut penser aux Égyptiens, aux Grecs, aux Vénitiens, aux Phéniciens, aux Génois et Ottomans, sans oublier les Romains. Cependant, après la découverte des Amériques par les Européens à la fin du XV^e siècle, la domination maritime s'est progressivement déplacée vers l'océan Atlantique. On quitte la Méditerranée pour aller vers l'océan Atlantique et c'est un processus qui s'est poursuivi jusqu'à la fin du XX^e siècle. Durant cette période, la sphère d'influence que représentait l'Atlantique a été principalement influencée par les puissances navales européennes et surtout à partir de la Première Guerre mondiale par le leadership stratégique des États-Unis.

Dernier élément, l'importance que jouent les mers. Au XXI^e siècle, la région dite Indo-Pacifique, on peut discuter du concept qui nous a été en quelque sorte imposé, je suis toujours frappé de la manière dont on évoque ce concept en France, en particulier en Europe, où on pourrait tout à fait renverser le sens et parler plutôt de la zone pacifico-indienne. Je crois que, compte tenu de la place de nos Outre-mer dans cette région, il y aurait beaucoup plus de pertinence. L'émergence de la région Indo-Pacifique, expression consacrée, émerge aujourd'hui comme un nouveau centre de gravité mondiale. En l'espace de huit siècles, nous observons que de la Méditerranée à l'Atlantique vers le Pacifique, nous avons parallèlement une reconfiguration majeure des relations géopolitiques. Ce basculement, pour moi, correspond, ou reflète devrais-je dire, à la fois l'essor démographique, l'essor économique et politique de cette région. De même que l'importance cruciale pour le commerce et les routes de transport mondial, quand on pense à l'énergie, aux matières premières, aux flux de marchandises, et l'actualité des derniers mois le montre, que c'est une zone où, aujourd'hui, il suffit de penser à ce qui se produit en Mer Rouge, avec des attaques régulières contre des navires de commerce maritime, mais aussi des navires militaires. Je dirais que cette concentration, à la fois des flux économiques et des moyens militaires en mer de Chine, doit nous conduire à repenser très sérieusement la place qu'un pays comme la France, ou qu'une institution, qu'une organisation comme l'Union européenne, entend jouer dans cette zone.

Cela produit un effet majeur, c'est un réalignement géopolitique pour l'Europe. Pour la première fois dans l'histoire, l'Europe, d'une certaine manière, ne se trouve plus en bordure immédiate du centre mondial du pouvoir, l'Indo-Pacifique, c'est plus que sa périphérie. La France occupe une position particulière pour l'Union européenne en raison de ses outre-mer.

Étant en périphérie de ce centre mondial du pouvoir et du commerce, elle est éloignée de l'axe central d'influence. Et par conséquent, l'Europe fait face à de nouveaux défis stratégiques, devant s'adapter à un environnement géopolitique de plus en plus façonné par des acteurs, et pas nécessairement des États, mais aussi des puissances non étatiques, et des dynamiques situées bien au-delà de ces sphères d'influence qu'elle a pu construire au moins au cours du XX^e siècle. Sur ce point, c'est très intéressant, l'Union européenne a publié sa première stratégie Indo-Pacifique en 2021.

C'est très récent, l'Union européenne a enfin pris la mesure de ce qui se passe dans l'Indo-Pacifique. Je rappelle qu'aux États-Unis, après l'élection de Barack Obama en 2008, quelques semaines après son élection, il y a un changement de tout au tout, à la fois dans la diplomatie et dans la politique économique des États-Unis, se retirant en quelque sorte de l'Europe pour basculer vers la zone du Pacifique. L'Union européenne réagit une quinzaine d'années plus tard. Je vous invite à lire cette stratégie publiée en 2021 par l'Union européenne, on est véritablement très loin d'y trouver matière à politique stratégique dans ce document. Car je rappelle enfin pour terminer cette introduction que la deuxième route maritime la plus critique pour l'Europe traverse à la fois le canal de Suez, la mer Rouge, la mer d'Arabie, elle contourne le sous-continent indien, puis va par le détroit de Malacca, en Chine méridionale. C'est une zone dans laquelle nous sommes à la fois démunis dans la capacité d'en avoir une maîtrise stratégique, et donc nous dépendons aujourd'hui très fortement d'alliés potentiels installés géographiquement dans cette zone, et pour lesquels il suffit de voir la relation avec l'Inde, nous sommes très à nu aujourd'hui, à la fois en France et en Europe.

Pour analyser les transformations géopolitiques, il faut se mettre d'accord sur les deux mots transformation et géopolitique. Il ne s'agit pas de faire un détour sémantique, mais parfois ça a son importance. Là encore, de mon point de vue, s'agissant du terme de transformation, je m'inscris tout à fait dans les travaux de Karl Polanyi, qui voyait, lorsqu'il essayait de comprendre les transformations, la grande transformation, les liens entre l'économie et la société, comme un mouvement tout à fait irréversible, des volontés de puissance internationales, des implications dans la société, parce que quand on pense transformation, on ne peut pas simplement se dire que ce sont deux mouvements indépendants parallèles entre la volonté du politique et la société.

Sur le terme, j'y reviendrai tout à l'heure, mais autant dire les choses dès maintenant, le terme de stratégie, beaucoup de débats entre spécialistes du concept. On n'est pas d'accord avec les Britanniques, rarement d'accord avec les Américains. Le terme de stratégie est un terme qui, de mon point de vue, mais on pourra avoir un débat, ne doit pas être confondu ni avec la stratégie militaire, ni avec le concept de tactique militaire. Et souvent la confusion est propice à de mauvaises interprétations des transformations. Fidèle lecteur de Raymond Aron, je pense que qu'il s'est trompé dans la définition qu'il donne de la stratégie, probablement trop influencée par Clausewitz. Je trouve que la meilleure des définitions que nous avons dans une école de pensée stratégique française, est celle donnée par le général André Beaufre, qui définissait la stratégie comme « l'art de la dialectique des volontés, employant la force pour résoudre leurs conflits ». Je trouve que le caractère qui peut paraître abstrait de cette définition nous montre que la stratégie ce n'est pas simplement l'emploi des forces militaires pour atteindre un objectif politique. Là on est très clausewitzien. La définition que donne Beaufre me semble beaucoup plus appropriée parce qu'elle introduit à la fois de l'incertitude et l'idée

d'un processus. Un processus, c'est-à-dire que l'ensemble des acteurs vont venir brouiller l'ambition stratégique des puissances.

Et puis j'évoquais le terme géopolitique. C'est un terme qui a eu très mauvaise presse au sortir de la Seconde Guerre mondiale, parce qu'on a associé cette école de pensée allemande et scandinave ayant contribué à cette cartographie politique qu'avait mise sur pied le III^e Reich, conduisant à considérer que la géopolitique avait été étroitement liée à l'avènement du III^e Reich. Et pendant près de 50 ans en France, la géopolitique avait très mauvaise presse, je pense essentiellement pour de mauvaises raisons. La géopolitique, si on s'en tient à une définition presque étymologique, c'est tout simplement la distribution des relations de pouvoir dans des entités, des espaces physiques donnés. Et si on s'en tient à cette définition, ce qui nous appartient aujourd'hui, c'est de regarder quelle est la dimension politique et la nature des transformations, dont les transformations stratégiques.

J'ai trois points pour caractériser les transformations en cours.

Mon premier point, consiste à répondre à cette question qui nous est posée depuis, vous l'avez rappelé en introduction, depuis 2022, mais je pense que l'on pourrait dire depuis 2014, voire 2008 avec la Géorgie, mais depuis 2014 avec l'annexion de la Crimée. L'ordre international fondé sur les règles a-t-il totalement disparu ? Est-ce qu'il y a une lueur d'espoir sur une possibilité de retourner cette conjecture ? L'ordre international depuis la Seconde Guerre Mondiale, ce que l'on appelle l'ordre international libéral, a reposé essentiellement sur une architecture à la fois normative et institutionnelle autour de principes de sécurité collective, autour d'ouverture et de prospérité économique, et enfin autour de la promotion, voire même de la protection, des droits fondamentaux. J'aime beaucoup l'expression qu'utilise le politiste américain Ikenberry quand il dit que finalement cet ordre international libéral se traduit à la fois par un ordre sécuritaire, c'est le rôle des alliances, essentiellement dirigé par les Etats-Unis, c'est un ordre économique qui est fondé sur l'idée qui aujourd'hui en termes contemporains on dirait une promesse de la mondialisation heureuse, et enfin sur l'ordre des droits de l'homme, là c'est la dimension très normative, qui tente de promouvoir un socle commun de valeurs politiques et sociales.

Quand on parle de la fin de l'ordre international libéral, vous voyez ce sont ces trois dimensions qui sont aujourd'hui menacées, et je dirais même pour deux d'entre elles déjà violées. Si je pense sur les valeurs, les valeurs notamment démocratiques, on voit bien que ces transformations accélèrent la contestation d'un régime politique qui est celui des démocraties, pas simplement représentative mais aussi démocratie directe, et puis l'ordre économique qui a été et qui est de plus en plus difficile à saisir quand on s'intéresse, et je laisserai, je vois mon ancien professeur monsieur de Boissieu certainement plus expert que moi sur ces sujets, pour essayer de comprendre la rationalité de la politique commerciale ou tarifaire des États-Unis. Mais ces coups de boutoir contribuent à cette transformation dont je pense, selon la définition que je vous ai donnée de la transformation par Paul Yannick, est de mon point de vue irréversible.

Alors à la question est « est-ce que cet ordre international a-t-il totalement disparu » ? Ce que nous observons depuis une dizaine d'années, c'est à la fois un renoncement progressif à ce régime international, un certain nombre d'États se désengagent vis-à-vis du respect des normes, des institutions, des mécanismes de gouvernance. Qui peut parmi vous m'indiquer quelle est la position de l'ONU sur le conflit en Ukraine, la position de l'ONU comme facteur capable d'influencer la conduite d'une guerre ? La position du secrétaire général de l'ONU ? Quand avez-vous entendu parler de l'OMC la dernière fois sur des règlements de conflits commerciaux ? Et enfin, j'allais dire quid aujourd'hui de l'Organisation mondiale de la

santé ? On voit donc bien que ce multilatéralisme qui est né de l'après-Seconde Guerre mondiale est profondément attaqué. Ce délitement ne résulte pas seulement de la montée en puissance d'États qui revisitent cet ordre libéral, mais aussi de la possibilité offerte à certains acteurs d'exploiter le système sans souscrire à des normes constitutives. Je crois que c'est l'élément le plus important car ça contribue à fragiliser la légitimité et l'efficacité des institutions multilatérales, et en particulier dans un moment où le retour de la compétition stratégique devient l'alpha et l'oméga de puissances émergentes.

Ce concept est fortement débattu. Tout le monde ne partage pas l'idée que l'ordre international né de la Seconde Guerre Mondiale est définitivement mort. Certains le voient plutôt la séquence que nous vivons comme l'affirmation d'un discours hégémonique, et notamment dans l'Occident, si on prend la position des pays asiatiques ou des pays africains, un discours hégémonique qui servirait à légitimer la domination des puissances qui façonnent les règles selon leurs intérêts. Ça, c'est un élément qui aujourd'hui est encore très fort.

S'il n'a pas disparu, on peut s'interroger pourquoi est-il à ce point en retrait ? De mon point de vue, la remise en cause de cet ordre international interroge sur la place de cette séquence contemporaine dans un temps beaucoup plus long. La question que nous pourrions ou nous devrions nous poser est la suivante : assistons-nous à la fermeture d'un cycle qui aura duré 70 ans, et donc nous avons été témoins d'une période que les livres d'histoire auront l'objectif de témoigner. Quelles ressources les États ont-ils, en termes de capacité et de volonté, pour surmonter trois fragilités inhérentes à cet ordre international ? Donc je pense que quand on pense en termes de recul et non plus en termes de disparition, je vois trois fragilités.

La première est la contestation ou les contestations de la légitimité même de cet ordre. Certains États accusent les puissances dominantes d'instrumentaliser le concept d'ordre fondé sur les règles, pour imposer des règles unilatérales qui, comme je vous le disais, visent à satisfaire les intérêts des uns, mais pas l'intérêt commun. La nouvelle politique commerciale et tarifaire du président Trump, pour moi, constitue le parfait exemple sur le terrain économique de cette affirmation d'intérêt personnel, quand bien même cela accélère la déconstruction d'un système économique dont tous les pays avaient admis les principes après 1945. Les crimes de guerre perpétrés sur le champ de bataille ukrainien et dans la bande de Gaza sont d'autres illustrations où finalement, malgré les quelques déclarations des Nations Unies, cette qualification de crime de guerre ne semble émouvoir que peu d'États.

Deuxième fragilité, la dilution des institutions multilatérales, alors je vais aller très vite puisque je l'ai déjà évoqué mais on pourrait dire que le système, moi je m'interroge beaucoup sur, aujourd'hui, les conditions qui contribueraient à faire que l'on va passer d'un système multilatéral à des systèmes minilatéraux et ce n'est pas pour le sens de la formule, c'est pour dire que l'on va passer d'un système multilatéral à des systèmes minilatéraux et ce n'est pas pour le sens de la formule, je crois quand on a parlé à l'issue de la crise financière en Europe de revoir finalement l'architecture institutionnelle en se disant qu'il faudrait peut-être penser à des clubs européens en fonction des niveaux de puissance économique, je crois que dans le domaine des relations internationales, c'est le même mouvement qui s'engage. Le minilatéralisme me semble être la voie empruntée par des États qui ne contestent pas frontalement, pour ceux encore qui ne contestent pas frontalement le multilatéralisme mais aujourd'hui s'engagent sur la voie du minilatéralisme.

Troisième fragilité, la possibilité de ce que certains appellent un ordre concurrentiel ou un ordre conditionnel. Plusieurs théoriciens des relations internationales envisagent non pas la disparition de cet ordre mais plutôt des ordres régionalisés où différentes puissances seraient

en capacité d'imposer des règles différentes selon les zones d'influence. La question qui vient immédiatement est la suivante : dans un monde multipolaire qui est le nôtre aujourd'hui, peut-on encore avoir un ordre global universel ou devra-t-on accepter une pluralité de normes et donc de zones de gouvernance ?

En résumé sur cette première partie de l'affaïssement de l'ordre international post-1945, de mon point de vue il n'est pas encore mort mais non seulement il souffre d'une crise de légitimité, comme je viens de le dire, de conception. Tous les États ne partagent plus la même conception normative de ce que produit un tel ordre et aussi une remise en cause de son efficacité. Aujourd'hui et dans les prochaines années, le débat va porter sur qui définit les règles d'un nouvel ordre concurrentiel, comment elles sont appliquées, comment les institutions peuvent ou non être réformées pour devenir de nouveau crédibles dans un monde fragmenté, multipolaire, unilatéral. L'usage de la force dans cette transformation est à son tour profondément modifié.

On parle beaucoup de l'usage de la force désinhibée. Alors oui, il y a une forme de désinhibition de l'usage de la force. Parfois ce n'est pas toujours concomitant avec une brutalisation des relations internationales.

Le moment charnière de mon point de vue de cet usage désinhibé de la force correspond à ce qui s'est produit en mars 2003, lorsque les États-Unis ont décidé d'envahir l'Irak sans autorisation du Conseil de sécurité de l'ONU. Les États-Unis ont fait la démonstration que la thèse de « l'Hégémon » mondial qu'ils représentaient ne garantissait pas nécessairement la stabilité mondiale, mais pouvait au contraire précipiter sa chute. Les conséquences de cette seconde guerre en Irak dépassent largement le cadre de la Mésopotamie.

D'une certaine manière, pour avoir bafoué le droit des gens et échoué sur le terrain physique, ce sont des universalistes qui ont sans vouloir tuer l'universalisme. Ensuite, les États-Unis se sont traumatisés de cet échec et se sont progressivement retirés du monde. Passant de l'expression que prononçait Barack Obama, « leading from behind », on se met en retrait et on laisse le monde se déployer, à aujourd'hui l'expression de l'« America first » de Donald Trump, empruntée à Ronald Reagan.

Les États-Unis ont conduit, de mon point de vue, les Russes à observer la situation avec beaucoup de malice. Pourquoi ? Parce que les Russes ont compris progressivement qu'on pouvait prendre des libertés avec le droit international. Ce qui s'est produit en Géorgie en 2008 et en Ukraine dès 2014 n'est pas une grande surprise. La Russie est désormais repliée sur une anachronique stratégie d'influence sur les marches de son ancien empire qui n'existe plus. Cette stratégie du retour à la violence de la Russie dans les relations internationales, avec son étranger le plus proche à sa frontière, interroge non seulement son efficacité mais témoigne aussi d'un coup. En l'occurrence, peu d'États européens n'avaient vu venir ce retour de la violence en politique de cette manière. Je rappelle que la Russie était signataire de la conférence d'Helsinki en 1975. Ce rôle des normes de droit a été profondément mis à pied

La désinhibition de la violence, on l'observe aussi sur terre, en mer, et je pense aussi, n'étant pas un spécialiste, mais quand on lit les travaux conduits sur la très haute altitude, comme étant le nouveau Far West dans lequel aujourd'hui, sans règles de droit, nous avons là sous nos yeux un nouveau terrain où vont se conduire certainement des conflits à la fois potentiellement de haute intensité, mais aussi ceux qui contribuent aux guerres hybrides.

Pour conclure sur cette partie, le premier symptôme de la guerre désinhibée est la rupture des tabous dans l'emploi de la violence. Je parlais d'accélération des attaques de

navires par les Houtis en Mer Rouge, mais en fait cette désinhibition est aujourd'hui admise non seulement par des acteurs étatiques, mais surtout par des acteurs non étatiques.

Le deuxième symptôme est le choix de l'escalade. Pourquoi ? Parce que le corollaire de la violence désinhibée débouche sur un choix de l'escalade qui devient de plus en plus crédible, presque par définition. La décision de la Russie de lancer des missiles de longue portée nucléaire de type IRBM entérine la dangerosité de cette option stratégique. Pour autant, cela s'est produit. Le principe de l'escalade implique que chaque conflit génère une hausse des flux d'armement qui à son tour renforce leurs proliférations au-delà même des endroits où ils sont utilisés aujourd'hui.

Pour terminer, j'ai une longue conclusion. Les transformations géopolitiques et stratégiques nous amènent quand même à repenser la thèse défendue par Francis Fukuyama dans la fin de l'histoire. En fait, je crois que le titre n'était pas complet, mais c'est le principe des ouvrages quand ils sont rédigés immédiatement après un grand fait. Effectivement, la chute du Mur de Berlin est un grand fait géopolitique. Ce à quoi nous assistons aujourd'hui est davantage la fin de la fin de l'histoire ou l'accélération de l'histoire dans laquelle la démocratie libérale est attaquée. Ce n'est pas simplement l'avènement d'une démocratie illibérale. Ce n'est pas seulement cela. Quand je dis que la démocratie libérale est attaquée, ce qui est attaqué c'est à la fois l'idée même que la démocratie puisse constituer un système, un régime politique dans lequel nous évoluons. C'est contester l'idée par démocratie libérale du pluralisme. Je n'aurai pas le temps de parler de l'Inde dont on indique beaucoup que c'est l'acteur dont il faut surveiller la montée en puissance. Certes, démographiquement et économiquement, c'est une puissance sans doute. Mais l'Inde va devoir régler des problèmes internes fondamentaux et notamment la question du pluralisme politique. La montée de l'hindouisme politique vient percuter une société qui est déjà structurée par des communautarismes religieux et politiques. Et donc la contestation du principe d'une démocratie libérale, sur le plan stratégique, c'est la légitimité dans les sociétés, dans le corps social des États, des normes qui sont aujourd'hui celles justifiant l'usage de la force.

Des pays qui contestent le principe de démocratie libérale n'ont plus trop à se soucier de la légitimité qu'ils souhaitent disposer de leur peuple à l'usage normatif de la force. La période contemporaine, pour moi, se caractérise à la fois par une multiplication d'actions inintentionnelles qui modifient les rapports de force stratégiques. Pour être très bref, j'en vois cinq.

1. Le réchauffement climatique.

Le réchauffement climatique s'accélère avec des effets visibles sur de nombreux territoires, conduisant, au-delà des États-Unis, plusieurs pays à renoncer tacitement aux accords de Paris.

2. La propagation technologique.

Vous avez évoqué l'intelligence artificielle. Tout le monde se préoccupe de ce que l'intelligence artificielle va produire dans nos mondes économiques, dans nos rapports au travail, mais aussi, je crois que c'est aussi un point très important, dans la manière de conduire une guerre.

3. Les nouveaux équilibres géoéconomiques.

Je vais prendre deux chiffres. Le G7 représentait en 1980 65 % du PIB mondial. En 2025, le G7 représente 40 % du PIB mondial. En presque un demi-siècle, cette évolution à la

baisse, ce poids relatif à la baisse, se comprend uniquement par la montée en puissance d'autres organisations et je pense évidemment aux BRICS ou aux BRICS+, qui représentent comme aujourd'hui 37 %. On est presque sur le même niveau de production de richesse mondiale. Et donc, la montée des BRICS, ce n'est pas juste une question de course à qui ou quelle zone produit le plus de richesse. Non, c'est le fait que les BRICS sont aujourd'hui porteurs de revendications à la fois politiques, mais aussi mondiales dans l'organisation normative du monde. Pour moi, c'est une transformation majeure.

4. Le doublement des dépenses militaires.

On l'observe une augmentation depuis 20 ans. Aujourd'hui 2500 milliards de dollars équivalents de dépenses militaires, c'est-à-dire qu'on a doublé en 20 ans. Pour autant, le désarmement de l'Union européenne depuis le début des années 1970 crée un écart difficilement rattrapable aujourd'hui. Malgré tous les efforts de certains États, dont la France, il me semble que le retard pris au cours des 40 dernières années de cette période des dividendes de la paix ne peut pas être rattrapé, en particulier dans des pays qui traversent une crise de soutenabilité de leurs finances publiques.

5. Les nouvelles conflictualités

Je termine sur ce point que je n'aurai pas le temps de développer, mais on aura l'occasion peut-être d'y revenir. Je crois qu'on ne peut pas comprendre les transformations stratégiques sans parler des nouvelles conflictualités. J'évoquais tout à l'heure la notion de guerre hybride. Cette guerre, quand on tente de définir le concept, peut très simplement se résumer à l'idée que la mobilisation des moyens traditionnels est aujourd'hui insuffisante pour comprendre les nouvelles conflictualités. Quand on parle de guerre hybride, il faut penser à la désinformation, à la cyberattaque, à la manipulation psychologique. Ce n'est pas simplement de l'ingérence avec l'idée de produire du désordre dans des sociétés. La manipulation de l'information, c'est aussi détourner le sens d'une réalité. Ce n'est pas simplement de fausses informations. C'est encore beaucoup plus pernicieux le détournement de sens. Vous construisez un récit stratégique partant de faits réels et vous bifurquez le sens qu'il faut donner à ce narratif.

Pour moi, c'est une transformation sur laquelle les appareils de défense et les états-majors ont l'impératif nécessité de se positionner. On observe également la résurgence du spectre d'une guerre de haute intensité. C'est le retour de la géopolitique alimentée par la militarisation de l'espace, l'espace géographique Indo-Pacifique. Pour moi, dans les 25 prochaines années, ce qui se passe dans cette région nous donne la mesure de cette partition géopolitique. Le piège de Thucydide, théorisé par Graham Allison au début des années 2010, postule que la crainte d'un déclin de puissance peut rendre inéluctable la guerre entre une puissance établie, les Etats-Unis, et une puissance montante, la Chine. C'est le piège qui se referme sur les relations internationales.

Voilà quelques éléments que je voulais partager. Je m'interroge beaucoup sur ces grandes trajectoires historiques. Le XVIIIe siècle, de mon point de vue, a été le siècle des révolutions, le Siècle des Lumières, le XIXe siècle, le siècle des révolutions essentiellement industrielles. Le XXe siècle, me semble-t-il, a été celui des idéologies ou des systèmes politiques. Si je devais qualifier ce début du XXIe siècle, j'ai beaucoup de difficultés. Je vous livre une proposition. Je suis certain que vous aurez d'autres qualificatifs plus conformes à la lecture du monde que vous vous faites. Je crois qu'on rentre dans un siècle des identités impériales. Pourquoi identité ? Parce que je continue à penser que le monde de la raison s'est effacé devant le monde des émotions, ou le monde des passions, et que dans le champ stratégique et militaire, selon la définition que je vous ai donnée de la stratégie, les passions ont peu de place. La stratégie du XXIe siècle, c'est aussi une stratégie qui doit lutter, qui doit

batailler contre les passions au nom d'une raison. Je pense que ce siècle des identités impériales, ce qui est plus important pour moi, c'est identité plutôt qu'impérial, dans ce début du XXIe siècle.

Je vous laisse me proposer peut-être un meilleur qualificatif.

Merci beaucoup.